

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 6 JUILLET 2013

N° 1094

PRIX 1 €

EDITORIAL

LE DRAME DE TABANON, REVELATEUR D'UNE SOCIÉTÉ MALADE

Le terrible drame survenu à Petit Bourg dans la section de Tabanon samedi en fin d'après midi a ému profondément la population de Martinique et de Guadeloupe. Un homme a en effet tué 6 personnes de sa famille : sa femme, ses deux enfants, deux de ses oncles et son cousin. Les raisons réelles de ce geste sont troubles. Mais ce drame familial survient dans un contexte de violence accrue dans l'île qui alimente discussions et interrogations.

Il y a quelques jours un jeune homme était froidement abattu à la sortie d'une boîte de nuit car il aurait approché simplement une jeune fille. Quant aux braquages armés, ils sont quasi quotidiens en Guadeloupe. En Martinique ils sont moins nombreux, mais dans les deux îles le nombre de faits de violence a tendance à s'accroître. Parmi eux, les violences meurtrières envers les femmes sont particulièrement importantes.

Certes, ces violences ne sont pas toujours de même nature. Entre un braquage armé et un drame familial il y a une différence. Mais le point commun reste cette banalisation du risque de la perte de vie et de la perte de vie elle-même. La vie est-elle donc si dérisoire qu'on la fasse perdre et qu'on la perde aussi facilement ? Il faut croire que oui pour beaucoup.

En ce qui concerne la délinquance des jeunes, point n'est besoin de chercher midi à quatorze heures pour trouver des causes majeures : le chômage, la précarité, la pauvreté, le manque de perspectives.

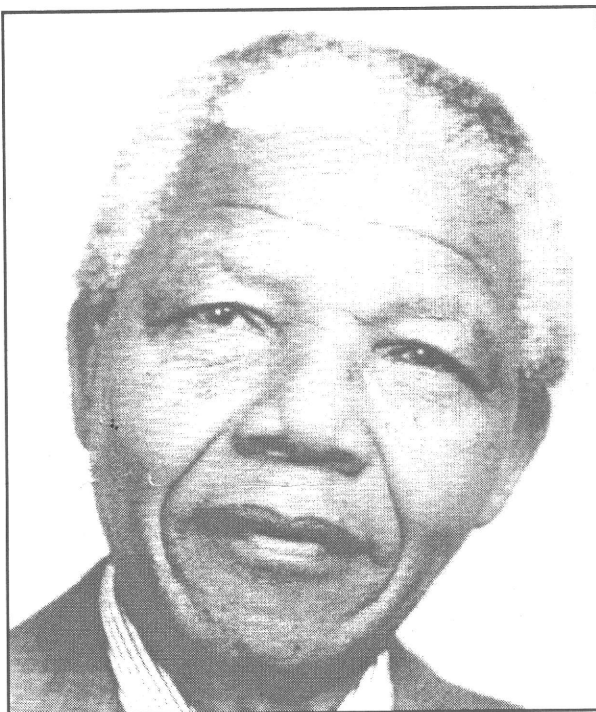
En ce qui concerne l'auteur de la tuerie de Tabanon, ce sont le désarroi, la détresse morale qui sont les causes de cet acte fou. Mais dans les deux cas, on se trouve devant une crise morale à laquelle la société actuelle est incapable d'apporter suffisamment de réponses et de remèdes. Il est parfaitement compréhensible qu'une société malade, faite d'inégalités, de chômage, d'égoïsme, d'individualisme accrus produisent des individus malades ou abîmés psychologiquement. Et ce qui frappe dans la succession de faits de violence c'est effectivement cette banalisation de la mort, donc de la vie aussi !

Mais pour donner à tous le sentiment que la vie vaut la peine d'être vécue, faut-il encore que les conditions matérielles de vie changent. C'est le combat que mènent ceux qui se battent pour une autre société qui favorisera l'épanouissement matériel et intellectuel de tous. C'est le combat des militants révolutionnaires. C'est notre combat à Combat Ouvrier.

On a vu et entendu à la télé tous les responsables politiques se donnant une mine de circonstance, parler du drame comme Victorin Lurel, Borel Lincertain et d'autres. Mais ces gens là sont eux-mêmes des rouages de ce système pourri qui plonge toujours plus de gens dans la détresse. Lurel en a profité pour dire qu'il y aurait des patrouilles renforcées, des radars en mer pour surprendre trafiquants de drogue ou trafiquants d'hommes. Sauf que le drame de Tabanon ne dépendait pas, lui, de la quantité plus ou moins importante de gendarmes et de flics présents sur le terrain. Contre un tel drame qui survient lorsqu'un homme en détresse en arrive à perdre la raison, c'est un autre remède qu'il faut. C'est changer la vie. Faire en sorte qu'elle soit suffisamment riche pour qu'elle suffise à faire le bonheur des uns et des autres. Car les drames comme celui de Tabanon sont aussi l'expression d'une démolition sociale plus générale qui ne fera qu'empirer s'il n'y a aucun changement radical.

Changer la vie réellement, c'est l'objectif des militants révolutionnaires. Mais ce ne sera possible que dans le cadre d'un autre type de société fondée non pas sur la domination d'une minorité de profiteurs sur la grande majorité des gens mais en priorité sur la satisfaction des besoins de cette majorité. Mais déjà se battre collectivement, tous ensemble pour que ça change serait le premier élément du changement !

Mandela, un symbole de la lutte mais pas un représentant des exploités



Nous publions ci-dessous l'éditorial de nos camarades de Lutte Ouvrière, dont nous partageons totalement l'analyse.

Depuis une semaine, Nelson Mandela est entre la vie et la mort. Les hommages affluent du monde entier, des pauvres, des puissants, des Noirs, des Blancs. Mais le consensus n'est que de façade. À travers Mandela, les Noirs d'Afrique du Sud et les opprimés du monde entier veulent saluer le combat d'un peuple contre la ségrégation raciale et pour la liberté et l'égalité.

Les dirigeants impérialistes saluent, eux, la politique de Mandela qui a consisté à limiter et à arrêter ce combat. Ils voient en Mandela, l'homme de la «réconciliation» et de la «paix». Mais la paix dont il s'agit est la

paix sociale de la bourgeoisie et de l'impérialisme qui fait qu'au sommet de la société, on continue de s'enrichir quand, à la base, on s'appauvrit toujours et encore !

Le simple fait qu'Obama, le dirigeant de la première puissance impérialiste, puisse se reconnaître dans Mandela montre que ce dernier n'était pas un représentant des exploités.

Le combat contre l'apartheid fut le combat de tout un peuple, levé contre un régime infâme qui avait érigé la matraque, la torture et la prison en méthode de gouvernement. Cette lutte a significativement souffrances et de déchirements que de courage et de fierté.

À travers Mandela, c'est donc au peuple sud-africain, aux opprimés révoltés, à ceux de Sharpeville, de Soweto, aux mineurs, aux ouvriers

massacrés, que les opprimés du monde entier peuvent rendre hommage.

Mais le combat contre l'apartheid est inachevé, justement du fait de la politique de Mandela et de son parti, l'ANC. À la fin des années 1980, les dirigeants blancs à la tête du régime sud-africain, confrontés aux révoltes et aux grèves incessantes, durent se résoudre à mettre fin au système d'oppression raciale. Ils choisirent de s'allier à Mandela et à l'ANC qui avaient du crédit auprès des masses noires pour négocier une sortie de l'apartheid en douceur. Il s'agissait de mettre fin aux lois consacrant l'oppression raciale, sans pour autant toucher à la mainmise des propriétaires blancs sur l'économie, sans remettre en cause les profits des multinationales, sans remettre en cause les intérêts des impérialistes, en particulier dans les mines.

Mandela était l'homme de la situation. Son long emprisonnement par le régime de l'apartheid avait fait de lui le symbole du combat contre l'oppression raciale. Mais il n'avait rien contre la propriété privée des terres et des mines, rien contre l'exploitation, rien contre le capitalisme, rien contre l'existence d'une élite... à condition que certains Noirs puissent s'y faire une place.

Les prolétaires et les pauvres qui attendaient de la fin de l'apartheid une redistribution des terres et l'accès à un emploi, à des logements décentes, à la santé, à l'eau courante et à des écoles de qualité, furent priés d'attendre au nom de la «réconciliation nationale».

Suite p. 4

Martinique

La mobilisation des agents hospitaliers

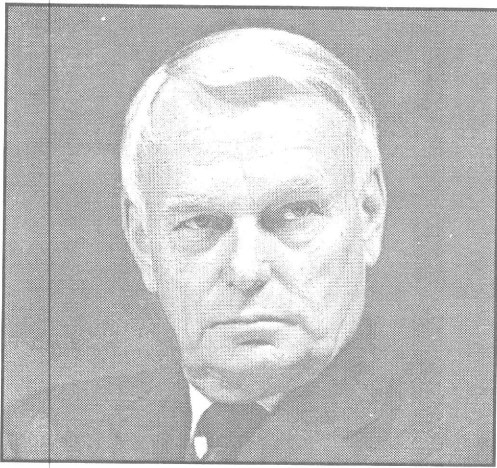
Les agents se sont mobilisés le 26 juin dernier contre les exigences de l'État qui met en avant son «plan drastique de retour à l'équilibre» avec à la clé la suppression de plus de 800 postes. Ils avaient décidé de faire connaître une fois encore leurs exigences face à la situation calamiteuse des hôpitaux publics en Martinique. La CGTM avait également appelé la population, concernée au premier chef par la dégradation de la qualité des soins, à se joindre à cette

mobilisation.

L'action de protestation a commencé dans les établissements par des assemblées générales, puis des petits groupes de militants se sont rendus devant l'ARS (Agence régionale de santé). Ils y ont été rejoints par ceux qui venaient de la Maison des syndicats. Une centaine de militants était présent. Ils étaient dynamiques et convaincus qu'ils avaient raison d'être là. Ils ont dénoncé devant les fenêtres de l'ARS les conditions de travail et

de soins dans les hôpitaux. Parlant du renflouement des banques et tout particulièrement de la banque Dexia, ils ont aussi rappelé que l'État avait les moyens de déboursier en une nuit des sommes beaucoup plus importantes, mais qu'il réservait ses largesses aux gros capitalistes. Une délégation de plusieurs établissements a été reçue par le directeur de l'ARS. Il lui a bien fallu une fois de plus entendre les exigences des salariés des hôpitaux.

Ayrault a rassuré les riches et le patronat



Jean Marc Ayrault, le Premier ministre français actuel, était en Martinique et en Guadeloupe du 26 au 28 juin dernier.

Profitant des cérémonies du centième anniversaire de la naissance d'Aimé Césaire, il a commencé par un discours en l'honneur du poète. C'est maintenant une habitude pour tous les responsables gouvernementaux «métropolitains» de passage en Martinique, qu'ils soient de droite ou de gauche, de faire référence à Césaire. Ainsi, ils pensent peut être faire mieux avaler à la population la pilule des 25% de chômage permanent, de la vie chère, des discriminations avec l'hexagone, des séquelles tenaces du colonialisme.

A part les opérations de pub largement radiotélévisées où l'on voit Ayrault s'entretenir dans des

zones de rénovation urbaine avec de nouveaux locataires «heureux», ou dans une entreprise en face d'un jeune signant solennellement devant lui son «contrat de génération», tout ce qu'il y a eu de consistant et de sérieux l'a été pour les patrons des petites et grosses entreprises. Il n'y avait qu'à entendre la satisfaction de Willy Angèle, le patron du MEDEF de Guadeloupe, pour le comprendre !

Ayrault est venu rassurer les exploiters. Il est venu comme il l'a dit lui-même «encourager l'investissement pro-ductif, conserver le régime de défiscalisation pour les petites entreprises, pour les entreprises moyennes. Pour les entreprises qui sont d'une taille plus importante j'ai décidé d'innover avec cette formule nouvelle du crédit d'impôt, c'est un nouveau crédit d'impôt, donc il vient parallèlement à la défiscalisation. Là il s'agira d'une aide directe».

Concernant les embauches des jeunes, dont le chômage atteint 60% chez les moins de 25 ans, Ayrault s'est contenté de signer des conventions de contrats précaires pour les jeunes (290 contrats d'avenir et un contrat de génération en Martinique, pour des dizaines de milliers de chômeurs). Et il l'a fait avec des

aides financières à hauteur de 90% pour les patrons qui acceptent ce type de contrats qui ne représente aucun avenir réel pour les jeunes. Quant aux dettes fiscales et sociales des entreprises, Ayrault s'est montré fort compréhensif en disant qu'il «travaillait sur un dispositif personnalisé pour trouver la bonne solution»... Encore des moratoires en perspective pour les patrons ! Sur la vie chère en Outre-mer, Ayrault en parle, tous les ministres en parlent mais dans les faits rien n'est réglé. Selon l'Insee :

«le différentiel des prix des biens de consommation entre les Antilles et l'Hexagone est de 8 %, mais il atteint entre 30 et 50 % pour les produits de grande distribution, alors que dans le même temps, le revenu moyen des ménages est plus bas de 35 % en Outre-mer». La visite de Ayrault et Lurel dans un hypermarché pour se rendre compte du «bouclier qualité-prix» mis en place par Victorin Lurel relevait encore de la propagande télévisée pour amuser la galerie.

Tout ce cinéma fait dire à certains qu'il faudrait reprendre le chemin de la grève générale et des manifestations de 2009 contre «la pwofitasyon» et pour les 200 euros ! Car c'est cela qui avait permis d'obtenir des avancées réelles qui sont peu à peu érodées par le patronat.

Martinique

Les élus locaux unanimes pour continuer à subventionner les patrons

La visite du Premier ministre Jean-Marc Ayrault a satisfait aussi bien les élus locaux, emmenés par le président de Région S. Letchimy et la présidente du Conseil général J. Manin, que les patrons.

Maires, conseillers régionaux et généraux, députés de gauche comme de droite ou indépendantistes, ont applaudi respectueusement lors de son discours en direction du patronat à l'hôtel Batelière.

Quelques-uns ont néanmoins donné leur petit commentaire. Ainsi, Jean-Philippe Nilor du MIM (Mouvement Indépendantiste Martiniquais) a déclaré à la presse : «Je m'attendais à des annonces plus fortes pour booster l'économie ; à une annonce plus favorable pour les entreprises en difficulté». Autrement dit, à encore

plus d'argent pour les patrons qui n'ont pas payé leurs cotisations sociales. Et pour terminer : «Je suis un peu mitigé, même si la globalité des annonces relève du bon sens». Quant à Nestor Azérot, il a exprimé un point de vue presque identique. Et pour les autres élus locaux, cela a été le même son de cloche. Rien sur la mise en place de la politique d'austérité, rien sur le démantèlement des contrats de travail par la loi dite de sécurisation de l'emploi, rien sur la nouvelle réforme des retraites en préparation. Mais fallait-il vraiment attendre autre chose de ces «représentants du peuple» pour qui le «développement économique local» passe avant tout par les subventions aux possédants ?

Martinique

voyage de Ayrault Un fait de répression bête et méchant

En marge de la visite par J.M. Ayrault du bureau d'Aimé Césaire ouvert au public dans l'ex-mairie de Fort-de-France, les forces de l'ordre ont joué de la matraque. Ils s'en sont pris à un militant syndical de la CDMT PTT, derrière une banderole avec son fils et quelques camarades pour dénoncer les pratiques antidémocratiques de sa hiérarchie.

Le militant manifestant fut menotté et conduit sans ménagement avec son fils au commissariat. Ils furent mis en

garde à vue durant 48 heures et sortirent avec une convocation pour passer devant un juge en... mai 2014 pour «outrages, rebellions et violences contre un agent dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné une incapacité totale de travail de moins de 8 jours contre les forces de l'ordre». Rien que ça ! Le fils du militant, un tout jeune, est aussi poursuivi pour tous ces «délits». La disproportion entre les faits et ces poursuites judiciaires est non seulement énorme mais parfaitement ridicule !

Guadeloupe

CROUS : La mobilisation a payé !

Le CROUS (Centre régional des Œuvres universitaires et scolaires) est l'organisme qui gère entre autre les logements étudiants. Depuis plusieurs années, l'administration tente de cacher la pénurie de chambres par diverses magouilles.

Cette année la direction avait décidé de fermer toute la résidence universitaire au début du mois de juillet pour chasser les

étudiants de leur chambre pendant les grandes vacances. Elle voulait redistribuer arbitrairement les chambres à la rentrée de septembre. Pour écarter les étudiants contestataires, la directrice du logement à même inventé «une incapacité de vivre en collectivité».

Les étudiants autour du journal *Rebelle* ! ont dénoncé ces magouilles organisées pour

expulser les étudiants pauvres du Crous. Ils ont distribué un tract qu'ils ont aussi mis en ligne sur leur page facebook, d'où il a d'ailleurs mystérieusement disparu.

Finalement, la mobilisation a payé ! Le Crous ne fermera pas au mois de juillet, et les étudiants qui en ont vraiment besoin pourront conserver leur chambre.

Guadeloupe

Une Journée «Rebelle !» réussie !

Samedi 29 juin, 35 jeunes du journal *Rebelle* s'étaient rassemblés au Centre Culturel Sonis. Le but était d'échanger autour du thème «la jeunesse trahie» ! Au programme : un débat le matin, où plusieurs jeunes, lycéens, étudiants, jeunes chômeurs ont pu s'exprimer sur divers thèmes tels que la situation de l'école, de l'université, le chômage, le transport, la santé, ou la sécurité... D'autres thèmes plus généraux comme la crise et la situation dans le monde ont été abordés. Les jeunes militants de Combat Ouvrier ont aussi pris la parole pour préparer les prochaines actions contre la répression qui frappe le journal *Rebelle*. Pour rappel, nos deux militants, Sony Laguerre et Raphaël Cécé, ont été condamnés à 8 et 5 mois de prison avec sursis. Nos deux camarades ont fait appel de

la décision et attendent le procès en appel.

L'après midi, les jeunes se sont retrouvés sur une plage du Gosier

pour terminer la journée dans la bonne humeur. Bravo à tous les jeunes qui se sont déplacés pour l'occasion.



Guadeloupe

Stéphane Richard mis en examen pour escroquerie en bande organisée

Stéphane Richard PDG de France télécom-Orange a été mis en examen après une garde à vue de 48 h dans l'affaire Bernard Tapie. Tapie a en effet perçu 403 millions après un simple arbitrage de trois juges dans l'affaire du Crédit lyonnais. Or Stéphane Richard était à l'époque directeur de cabinet de Christine Lagarde ministre des finances. Et la

décision vient de ce ministère. Stéphane Richard rejoint ainsi Pierre Estoup, l'un des trois juges du tribunal arbitral, mis en examen.

La «bande organisée»... remonterait à Sarko

La justice soupçonne en fait tout ce beau monde d'avoir organisé l'arbitrage en faveur de Tapie sur ordre de l'Elysée. Stéphane Richard aurait déclaré au «canard enchaîné» que Guéant, alors secrétaire général

de l'Elysée lui aurait donné l'ordre de procéder à l'arbitrage. Et qui dit Guéant, dit forcément Sarkozy. Combien tous ces escrocs ont ils touché dans ce magot ?

Un collègue s'est encore donné la mort

Un collègue été retrouvé pendu sur son lieu de travail, à Roubaix le 5 juin. Il a laissé une lettre dans laquelle il explique son geste par des raisons personnelles. Même si cette

fois, Orange n'est pas directement mis en cause, ce nouveau suicide ravive la douleur de tous les collègues après la série noire que nous avons connue et pour laquelle notre ancien PDG, Didier Lombard est mis en examen. Presque tous nos camarades désespérés avaient en effet accusé FT-Orange et ses méthodes.

Comment «on» poussait aux suicides

Selon un document interne de 2006, que «le Parisien» - «Aujourd'hui en France» s'est procuré, le groupe FT cherchait dès 2006 à supprimer des milliers d'emplois, faisant peser une forte tension sur les salariés. Didier Lombard s'était exprimé en interne de façon crue à ce sujet. «En 2007, les départs, je les ferai d'une façon ou d'une autre, par la porte ou par la fenêtre», une phrase ôtée d'un compte-rendu d'une réunion.

Echos des Télécoms

Obama au Sénégal : Chodyè ka di kannari fès li nwè

Le 27 juin, Barack Obama, en visite officielle à Dakar, tenait une conférence de presse commune avec Macky Sall, président de la République du Sénégal. Une question posée par un journaliste a porté sur la décision, rendue la veille par la Cour suprême américaine, favorable au mariage homosexuel. Obama a salué «une victoire pour la démocratie américaine». «Je crois, a-t-il dit, qu'à la racine de ce que nous sommes en tant que peuple, en tant qu'Américains, il y a le précepte de base que nous sommes tous égaux devant la loi», avant d'ajouter que le devoir des États était de «traiter chacun également».

Tout en gommant le fait que cette égalité n'existe, aux États-Unis, que dans treize états, Obama voulait sans nul doute jeter une

pierre dans le jardin de Macky Sall. L'homosexualité est en effet illégale au Sénégal.

Macky Sall ne s'est pas démonté. «...on n'est pas prêt à dépénaliser l'homosexualité. C'est l'option du Sénégal pour le moment... C'est comme la peine de mort, une question que chaque pays traite à sa façon. Nous l'avons abolie depuis longtemps...». Le châtiment suprême est aboli au Sénégal depuis 2004, contrairement aux États-Unis où cette barbarie subsiste dans la majorité des États.

Barack Obama, suffisant, représentant d'une grande puissance, se voulait donneur de leçons de démocratie auprès des autorités sénégalaises. Mais il s'est retrouvé dans la situation de l'arroseur arrosé !

Guadeloupe

Quel avenir pour la «GESTE» ?

La Guadeloupéenne d'Exploitation de Sites Touristiques et d'Équipements (GESTE) est «une société par action simplifiée unipersonnelle» créée par la SEMAG (Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe) en 2010. Elle a pour rôle la gestion de «Beauport pays de la canne».

Ce circuit touristique a été créé sur le site de l'ancienne usine sucrière de Beauport à Port Louis, où un petit train fait connaître aux visiteurs, dans les champs de canne et dans l'ancienne usine, le travail des ouvriers d'usine et ouvriers agricoles d'antan.

Le conseil général, au titre des Délégations de service public, apporte chaque année une subvention de 900 000 € à la GESTE. Une telle somme devait permettre à cette société d'assurer une gestion équilibrée. Or, cette société souffre depuis pratiquement sa création d'un déficit chronique. Ses dirigeants

ont englouti le capital (au départ 300 000 €). La SEMAG vient de recapitaliser la GESTE. Elle dit vouloir apporter sa subvention pour 2013 mais ne tient pas à s'engager pour les trois années suivantes compte tenu de l'état des comptes de la GESTE.

Les seize travailleurs de la GESTE sont donc très inquiets pour leur emploi. Face aux manœuvres des dirigeants à de leur manque de communication, ils ont décidé de se mobiliser afin d'exiger des différentes institutions la vérité sur l'avenir de la structure. De nombreux courriers ont été expédiés à qui de droit afin d'exiger des informations précises sur l'avenir de la GESTE. Une conférence de presse fut tenue sur le site. Le début de mobilisation des travailleurs de la GESTE est donc parfaitement justifié et ils méritent un large soutien pour éviter la fermeture du site et qu'ils soient purement et simplement licenciés.

Guadeloupe

CHU : Grève des agents de la psychiatrie

Les agents du service de psychiatrie du CHU de Pointe-à-Pitre/Abymes sont en grève. Ils réclament l'embauche de 7 infirmiers.

Car disent-ils dans leur dernier tract "nous ne voulons plus travailler à deux soignants pour 26 voire 28 patients". Et ils ajoutent : "Notre priorité : qualité de la prise en charge, sécurité des patients et des soignants".

En Psychiatrie, les conditions de travail se sont détériorées à une vitesse inimaginable. Il n'est pas rare que les collègues, bien souvent des femmes, soient amenées travailler à deux pour 25, voire 27 patients. Lorsque les conditions s'aggravent encore, l'encadrement rappelle les agents en repos. Il arrive aussi que les agents décident

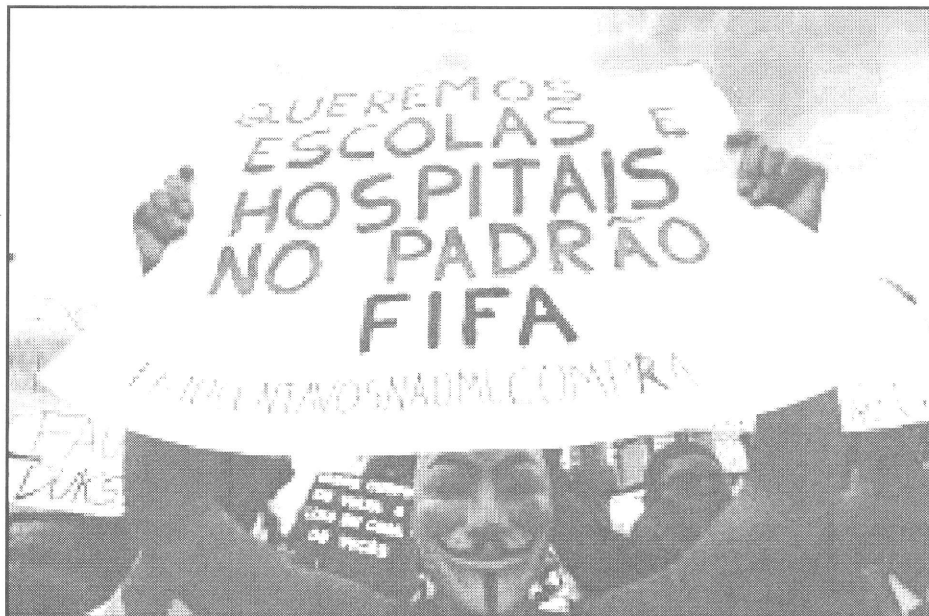
d'eux-mêmes de venir travailler pour éviter qu'un collègue ne soit en difficulté. Mais ce sont des arrangements qui ne pouvaient durer éternellement.

En Assemblée générale avant la grève, des témoignages poignants sur les conditions de travail ont pu être entendus.

Dans le cadre des 5 jours préalables au déclenchement de la grève, la directrice responsable de la Psychiatrie et la DSSI a entendu le personnel. Il a été évident, qu'il faut augmenter le personnel. Jeudi 4 juillet, il semble que la direction soit prête à céder, mais dans le doute les agents qui font preuve d'une grande combativité demeuraient mobilisés.

BRESIL

La colère est toujours là, ses raisons aussi



Sur la photo le carton dit : « Nous voulons des écoles et des hôpitaux pas le modèle FIFA – Signé : avec-15-centavos-je-m'en-sors-pas ».

Le 20 juin dernier, Dilma Rousseff a partiellement cédé aux revendications des centaines de milliers de manifestants qui protestaient depuis deux semaines contre l'augmentation des prix des transports en commun. Ils protestaient aussi contre les sommes indécentes dépensées par le gouvernement fédéral en vue de la prochaine Coupe du monde de football de 2014.

Le projet d'augmentation des tarifs de bus à Sao Paulo et d'autres grandes villes a été révoqué. Le lendemain, Rousseff y a ajouté la promesse que l'argent du pétrole serait reversé au système éducatif et que des mesures seraient votées pour contrôler et punir la corruption. La détermination des jeunes des quartiers populaires qui ont pris part pendant plus de deux semaines aux manifestations a pu surprendre, de même que la violence de la répression policière dans un pays où le gouvernement semblait jouir du soutien d'une grande partie des masses laborieuses (65 % d'opinions favorables en mars dernier). Pourtant, il était certain que les masques, tôt ou tard, tomberaient.

Il y a trois ans, lorsque Rousseff a succédé à Lula, lui aussi membre du Parti des travailleurs (PT),

nous écrivions : « le PT prétend agir au nom de la classe ouvrière, mais depuis 8 ans, la bourgeoisie brésilienne a largement profité de son action au pouvoir (...) Sous le règne du PT, le déséquilibre du partage des richesses s'est aggravé en faveur de la bourgeoisie. Par exemple, au cours du dernier semestre la «souplesse» vis-à-vis des riches a permis à l'évasion fiscale «officielle» d'atteindre le double de toutes les dépenses sociales ! Mais comme le «gâteau» de la richesse brésilienne n'a pas diminué pendant la crise grâce à la hausse des prix des matières premières, il a été possible d'augmenter la part des riches, tout en donnant de plus grosses miettes aux pauvres. Le PT bénéficie donc du fait que la misère était si profonde qu'un «rien» représentait déjà un «mieux», et de l'impact relativement faible de la crise.»

«Dans son premier discours, la nouvelle présidente a vaguement promis de continuer l'œuvre de Lula ... Mais dans le même élan, elle a aussi annoncé – et tous ses proches n'ont cessé de le répéter depuis – qu'elle s'engageait à «réduire au plus vite les dépenses de l'État»... Un «mot de passe» que les travailleurs du monde entier devrait apprendre à reconnaître comme une déclaration de guerre».

Avec le ralentissement de la croissance et l'accélération des

attaques du gouvernement contre les pauvres, les tensions entre la population et sa «présidente» se sont accumulées tout au long de l'année dernière. L'expulsion de 6 000 habitants pauvres de Sao Jose dos Campos, près de Sao Paulo, par une descence brutale de 2000 policiers en janvier 2012, l'éviction, au même moment, de milliers d'Amérindiens chassés de leurs terres par la construction du pharaonique barrage de Belo Monte sur l'Amazonie ont montré le vrai visage du gouvernement Rousseff. La grève des 7000 ouvriers de ce même barrage, en avril 2012, a montré qu'une minorité de travailleurs

étaient prêts à résister à ce gouvernement et à ses amis milliardaires (en l'occurrence les actionnaires d'Eletrobras et de Vale). Cette année, la réduction des dépenses sociales, la privatisation des aéroports et des ports, le quasi-gel des salaires des fonctionnaires fédéraux a aussi provoqué des réactions chez les travailleurs. D'ailleurs, en moins d'un mois, la côte de popularité de Rousseff s'est effondrée (passant de 57 % à moins de 30 % d'opinions favorables), y compris dans certains fiefs ouvriers du PT. Seule la classe ouvrière du Brésil a le pouvoir d'arracher les immenses richesses du pays des mains de la bourgeoisie pour soulager la misère des masses laborieuses. Le fait que les bureaucraties syndicales – y compris celles qui sont liées au PT de Rousseff – ont appelé à une grève générale le 11 juillet prochain est peut-être le signe qu'elles craignent de voir une partie de leur base s'engouffrer dans la brèche ouverte par les jeunes des quartiers pauvres. L'entrée en action des travailleurs serait une bonne chose, mais ils devront se débarrasser complètement de leurs illusions dans leurs chefs actuels s'ils veulent changer réellement leur sort et la société brésilienne.

Martinique

Les salariés du Comité d'Entreprise de la Sécurité Sociale se défendent

Le jeudi 27 juin les entrées du siège de la CGSS (Caisse générale de la Sécurité Sociale), place d'Armes au Lamentin, étaient bloquées par les salariés du Comité d'entreprise de la CGSS, en grève depuis le 3 juin. Cette fermeture maintenait à l'extérieur tant les usagers de la Sécu que son personnel. Manifestement, le conflit opposant les salariés du CE aux élus de ce même CE n'était toujours pas réglé.

Il est à noter qu'élus et salariés du CE sont des adhérents CGTM.

Mais cela fait des semaines, voire des mois, que le personnel du CE ressent la crainte d'être sacrifié suite à de supposées difficultés financières de cet organisme et à la décision des élus du CE de le mettre, début 2012, en redressement judiciaire. Les derniers développements remarquables de ce conflit ont été la tentative de licenciement d'une salariée début 2013, puis le non-paiement des arriérés de son salaire. Il y a eu aussi l'officialisation de la volonté de mettre un terme aux activités de restauration assurées par le CE, ce

qui est naturellement ressenti comme une menace pesant sur les emplois du personnel des cantines. L'employeur est ici un CE, dont le secrétaire se montre pour le moins peu soucieux des préoccupations légitimes des salariés et affiche même une attitude arrogante vis-à-vis d'eux. La presse a rapporté ses propos devant le blocage des locaux : «Jamais je ne démissionnerai. J'irai jusqu'au bout de mon mandat...». Reste à savoir si les salariés et des adhérents CGTM ne vont pas décider de lui faire connaître leur désaccord avec ses méthodes qui n'ont rien à voir avec celles nécessaires à la défense des intérêts des travailleurs. C'est ce qu'ils auraient de mieux à faire.

Les salariés du CE de la CGSS sont soutenus par une intersyndicale CGTM-FSM, FO, CFTD, SNFOCOS (FO cadres). Si certains des syndicalistes engagés dans cette intersyndicale sont sans doute inspirés en partie par l'opportunité de tirer profit de la situation pour leur organisation, ce

sont avant tout les errements du secrétaire du CE, élu sur une liste CGTM, qui en sont responsables. De son côté, la confédération CGTM a mis en ligne sur son site internet, le 16 juin, un texte donnant sa position en ces termes.

Extraits :

«Les militants syndicaux engagés dans une activité au sein d'un CE doivent avoir comme préoccupation de rester des défenseurs des intérêts, matériels et moraux, de tous les travailleurs, y compris naturellement les salariés du CE.

Cela exclut naturellement tout comportement patronal comme menaces de licenciement ou incertitudes entretenues sur l'emploi. Les travailleurs doivent pouvoir voir en leurs élus, y compris au CE, des alliés. Cela suppose la transparence la plus totale, que les salariés soient le plus possible associés aux décisions. Cela suppose aussi d'être prêt à refuser sans hésitation des responsabilités qui entraîneraient des prises de position contraires à un syndicalisme de lutte contre le patronat...».



Graffiti représentant un coup de poing contre la tête du président Morsi

A la suite des révoltes populaires ayant entraîné en Tunisie le départ de Ben Ali et la chute en février 2011 du dictateur égyptien Moubarak, un commentateur écrivait : «Toute la région était un volcan éteint. Il se réveille avec d'autant plus de force qu'on le croyait éteint. Et il a de nombreux cratères, qui s'allument les uns après les autres».

Les résultats des élections à l'Assemblée, proclamés le 21 janvier 2012, donnaient une large majorité (222 sièges sur 498) au PLJ (Parti pour la Liberté et la Justice), émanation politique de la mouvance «Frères musulmans». Le mouvement salafiste Al-Nour (la Lumière), arrivait second avec 112 sièges.

5 mois plus tard, le scrutin pour la présidence donnait comme

vainqueur le Frère musulman

Mohammed Morsi (plus de treize millions de voix), contre plus de douze millions à son rival Ahmad Chafiq, ancien Premier ministre de Hosni Moubarak. Les forces vives du mouvement de 2011 semblaient s'être évanouies dans les méandres politiques des campagnes électorales organisées sous contrôle du Conseil suprême des forces armées et de son chef, le maréchal Hussein Tantaoui, ancien ministre de la Défense de Moubarak.

En Egypte le volcan semblait tari et la lave semblait tant bien que mal se refroidir, sur fond de tensions entre l'armée et le président Morsi. Eh bien, en cette année 2013, l'éruption a repris.

De nouvelles manifestations de masse

Le 25 janvier, jour anniversaire de la manifestation massive qui, en 2011, devait conduire au départ de Moubarak, des manifestations conspuant Morsi et les Frères musulmans étaient organisées dans plusieurs villes. Ces manifestations devaient être le point de départ de plusieurs jours de mobilisation populaire de milliers de manifestants, bravant l'état d'urgence proclamé et la répression qui devait faire plusieurs dizaines de morts.

Les quartiers populaires, toujours soumis aux salaires misérables, à l'accumulation de petits boulots, à la précarité de la vie quotidienne, en rendaient le nouveau pouvoir responsable.

Cet état d'esprit a encore éclaté au grand jour fin juin.

Alors que, dernièrement, des exactions meurtrières contre des coptes (minorité chrétienne vivant en Egypte), attribuées aux Frères musulmans, n'avaient pas provoqué de larges réactions, il n'en a pas été de même après le lynchage, dimanche 23 juin dans le gouvernorat de Gizeh près du Caire, de quatre chiites, dont un dignitaire religieux connu, par des musulmans sunnites.

Le président égyptien a eu beau promettre que «justice serait faite rapidement», ces nouvelles violences ont alimenté les sentiments nourris par beaucoup, selon lesquels M. Morsi encourage la haine confessionnelle des éléments archaïques les plus radicaux.

La réaction populaire contre ce massacre inter-religieux s'est

superposée à la campagne de la coalition «Tamarod» (Rébellion). Celle-ci initiée depuis quelques semaines par des partis d'opposition libérale, était prévue pour culminer le 30 juin, à l'occasion de l'anniversaire de l'intronisation de M. Morsi, avec notamment un grand rassemblement devant le palais présidentiel.

L'appel a été entendu, et même dépassé. Selon plusieurs sources, il s'agissait des plus imposantes manifestations s'étant jamais déroulées en Egypte. Ce sont des millions de personnes qui ont déferlé dans la capitale et dans de nombreuses autres villes aux cris de «Le peuple veut la chute du régime» et «Dégage», slogans déjà scandés aux derniers jours du pouvoir de Moubarak. La place Tahrir était réinvestie une nouvelle fois.

Selon le ministère de la Santé, au moins 16 personnes ont été tuées dans tout le pays en marge des manifestations, dont huit dans des affrontements entre pro et anti-Morsi au Caire.

Des affrontements similaires avaient déjà fait huit morts, dont un Américain, la semaine précédente, sans amoindrir la détermination des manifestants.

Au Caire, le siège des Frères musulmans a été en partie incendié dans la nuit dans le quartier du Moqattam, avant d'être occupé et pillé lundi matin. Il semble bien que la police ait délibérément laissé faire, ainsi que l'armée.

L'armée entre en scène

Ce choix de l'armée, d'accepter

d'apparaître comme plutôt favorable au mouvement, s'est confirmé par l'ultimatum qu'elle a lancé lundi 1^{er} juillet. Sa réponse aux manifestations de masse a été de donner 48 heures aux responsables politiques pour satisfaire les «demandes du peuple», faute de quoi elle imposerait sa propre «feuille de route». Six ministres présentaient leur démission tandis que Morsi rejetait l'ultimatum. A l'heure où nous écrivons nous ignorons les développements ultérieurs...

Après la déclaration de l'armée, les manifestants toujours mobilisés place Tahrir au Caire auraient explosé de joie aux cris de «Morsi n'est plus notre président, Sissi [nouveau chef de l'armée] avec nous». Les initiateurs de Tamarod estimaient de leur côté : «l'armée s'est rangée au côté du peuple».

Ainsi on présente à la population la perspective d'un changement de façade à l'ombre de l'armée. Comme en 2011 lors de la chute de Moubarak. Pourtant ce qui s'est passé à l'époque, il n'y a pas si longtemps, a surtout montré que l'armée ne défendait que le statu quo dans la société. Un statu quo où derrière sa dictature maintenue, les «affaires», c'est-à-dire l'exploitation, peuvent continuer comme avant. Et l'armée pourra tout aussi bien se retourner demain contre ceux qui l'acclament aujourd'hui. Dans les événements présents, les travailleurs peuvent prendre conscience rapidement de cette réalité. Cette prise de conscience est pour eux la seule voie vers un changement réel, dans l'intérêt de tous les exploités.

TURQUIE

En Turquie la contestation continue

Fin juin, le mouvement initié en mai dans les grandes villes turques marquait toujours l'actualité. Les manifestations monstres ont cessé, mais des rassemblements rappelaient toujours que les problèmes posés par les manifestants contre le régime Erdoğan n'étaient toujours pas résolus.

Samedi 22 juin, environ 10 000 personnes se sont rassemblées place Taksim à Istanbul pour rendre hommage aux cinq morts résultant de la répression au plus fort des événements. Dispersés par la police ils ont résisté plusieurs heures dans les rues et quartiers environnants. Au même moment, des manifestations étaient dispersées à Ankara, Izmir, etc.

Le samedi suivant, 29 juin, une nouvelle manifestation de même importance en direction de la place Taksim, reprenait des slogans de solidarité avec la minorité kurde : «*Policiers assassins, hors du Kurdistan !*», «*L'Etat meurtrier paiera !*», etc. La manifestation avait tout

naturellement rejoint cet axe de protestation après la mort le vendredi d'un jeune Kurde de 18 ans tué à Kayacik, dans la province de Diyarbakir, en majorité kurde, à l'est du pays. Il protestait contre la construction d'une gendarmerie. Dix autres manifestants avaient été blessés par les forces de l'ordre.

A Diyarbakir, plusieurs centaines de kurdes ont manifesté également lors des obsèques de la victime. Ils réclamaient des autorités le respect des récents accords passés avec les combattants nationalistes du PKK, prévoyant leur départ de Turquie vers le nord de l'Irak, en échange de la satisfaction de revendications autonomistes dans les régions kurdes.

Le gouvernement Erdoğan est donc toujours soumis à l'expression publique de revendications diverses. La contestation continue contre un régime immobiliste et tourné vers le passé.

IRAN

Rien de nouveau après le scrutin

Hassan Rohani, le moins conservateur des huit candidats au poste de président du pays, a été élu dès le premier tour avec plus de 50% des voix. L'élection en elle-même de ce religieux, favori des réformateurs changera peut être en surface, mais pas vraiment en profondeur. En Iran le rôle du président de la république est mineur. Il administre le pays sous le contrôle du «guide suprême». Le véritable pouvoir est donc dans les mains ce «guide» suprême, l'Ayatollah Ali Khamenei. Lui et les religieux qui l'entourent ne sont pas élus. Ils ont la haute main sur toutes les forces armées, sur le parlement et sur les corps constitués. Les huit candidats qui se sont affrontés ont dû avoir leur autorisation pour être candidat. Et si le guide suprême et la clique qui l'entoure ont accepté la candidature d'Hassan Rohani c'est qu'il ne représente

aucun danger pour leur pouvoir. Par contre sa venue au pouvoir leur donne la possibilité de faire croire que le changement est en marche. Ils veulent que cette illusion s'étende à l'intérieur du pays pour calmer les classes populaires qui supportent de moins en moins la crise économique et ses privations, et pour faire croire aux jeunes des classes aisées que l'état du pouvoir sur la société s'estompera. L'illusion du changement est aussi un petit geste envers les puissances occidentales pour montrer que l'Iran aurait fait un pas. Une manière aussi de demander implicitement à ces puissances d'alléger l'embargo commercial imposé au pays.

Mais le changement en Iran ne sera réel que si la population s'engouffre dans cette petite fenêtre entrouverte par l'entourage du «guide suprême».

(suite de la p.1)

Mandela, un symbole de la lutte mais pas un représentant des exploités

Ce sont ces choix-là que saluent aujourd'hui tous les hommes d'Etat qui se précipitent à son chevet. De Klerk, le dernier président blanc de l'apartheid, doit en effet à Mandela un fier service ! La fin de l'apartheid changea la vie de la classe privilégiée noire. Elle put, enfin, accéder aux affaires et surtout à la mangeoire de la corruption. Une minorité noire est ainsi devenue riche et même très riche, à l'instar de ceux

surnommés les «diamants noirs». Certains habitent dans les quartiers luxueux de la bourgeoisie blanche, protégés par des murs surmontés de grillages électrifiés et par des milices privées armées jusqu'aux dents. Mais la fin de l'apartheid ne changea pas la vie des masses pauvres. Les ghettos noirs n'ont pas disparu car la grande masse des Noirs reste misérable, confrontée à des conditions de travail, de vie et de logement

indignes.

Les inégalités, l'exploitation sont tout aussi féroces qu'elles l'étaient sous l'apartheid comme l'a montré la grève des mineurs de Marikana, l'été dernier. Et les ouvriers comme les Noirs pauvres sont aujourd'hui matraqués, emprisonnés ou assassinés... par des policiers noirs ! Les lois raciales ont disparu, mais l'apartheid racial existe toujours de fait parce que les Noirs sont restés les exploités et les pauvres, parce que

l'exploitation et la division de la société en classes sont tout aussi efficaces pour diviser la population. L'hommage populaire rendu à Mandela par les Noirs sud-africains atteste de leur soif de liberté et de leur aspiration à une vie meilleure. Mais celle-ci ne sera conquise, là-bas comme ici, que dans un combat contre l'ordre social capitaliste de sorte qu'il n'y ait plus de privilèges ni de privilégiés, qu'ils soient noirs ou blancs.

ABONNEMENT

12 MOIS :

SOUS PLI FERME 33 €

SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire m'abonner au journal
COMBAT OUVRIER pour une
période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de
Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAÏS - Combat Ouvrier.

1111 Rés Matéliane, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.

Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

M. Philippe Anaïs.

1111 Rés Matéliane, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE

B.P. 821

97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION

Imp. ERAPRESS

Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier

http://www.combat-ouvrier.net

Pour nous écrire sur internet

redaction@combat-ouvrier.net